



*Cool it. The Skeptical Environmentalist's
Guide to Global Warming*

Bjørn Lomborg

UNE THÈSE RAFRAÎCHISSANTE

BAPTISTE MARSOLLAT

Dans son premier ouvrage – L'Écologiste sceptique, le véritable état de la planète¹ –, Bjørn Lomborg analysait les évolutions et les données actuellement disponibles concernant le climat, la démographie, l'énergie ou encore la biodiversité, pour conclure, à rebours de la doxa environnementaliste, que la prospérité sans précédent de l'humanité à notre époque n'était pas menacée, malgré des déséquilibres réels et des problèmes sérieux, par un péril imminent. L'engouement et la controverse planétaires suscités par ses thèses semblent avoir conforté le célèbre statisticien danois dans ses convictions – en particulier sur la question du réchauffement climatique.

Ne niant ni la réalité ni le caractère essentiellement anthropique du réchauffement climatique, Lomborg s'oppose, dans ce nouvel ouvrage, aux thèses catastrophistes (celles de Greenpeace mais aussi d'Al Gore) et au protocole de Kyoto, dont la mise en œuvre lui apparaît coûteuse, peu efficiente et susceptible de détourner notre attention et nos ressources d'autres problèmes cruciaux pour l'humanité.

Proposant de dépassionner et de « désidéologiser » le débat sur le réchauffement climatique, il offre une réflexion stimulante, ingénieuse et iconoclaste qui, malgré des

1. *The Skeptical Environmentalist – Measuring the Real State of the World*, Cambridge University Press, 2001.

partis pris discutables, soulève quelques questions fondamentales. Pourquoi considérer a priori le réchauffement climatique comme un phénomène aux conséquences nécessairement et exclusivement négatives ? Pourquoi ne pas se concentrer davantage sur l'adaptation que sur l'atténuation du processus ? Pourquoi, nos ressources étant limitées et les défis qui se présentent à nous, multiples, ne pas hiérarchiser les actions à mettre en œuvre en fonction de l'urgence et du bien-être social qu'elles peuvent apporter ?

Des effets positifs

L'idée que le réchauffement climatique puisse avoir des conséquences positives est largement occultée et apparaît presque indécente. Lomborg remarque pourtant que, si le phénomène correspond à l'une des hypothèses centrales retenues par le Giec (2007) – une augmentation de la température de 2,6°C au cours du siècle –, le réchauffement aura sans doute certains effets positifs. On meurt en effet, dans le monde, davantage de froid que de chaud. Ainsi, en Europe, environ 200 000 décès peuvent être attribués chaque année à la chaleur, tandis que près d'1,5 million sont considérés comme résultant du froid.

Cela étant, en conservant cette hypothèse, qui arrange fort notre auteur, d'une progression de 2,6°C des températures au cours du siècle, le réchauffement qui touchera les villes, surtout les plus grandes d'entre elles, sera évidemment très supérieur à cette moyenne. Comment, dès lors, faire face à ce défi ? Nombre de métropoles, remarque Lomborg, ont enregistré au cours du XX^e siècle des hausses de température comparables, voire supérieures à cette augmentation anticipée pour le XXI^e sans que cela provoque des vagues de surmortalité significatives – alors même que les habitants étaient moins riches, et donc moins bien armés que nous ne le sommes pour faire face à ce type de situation.

En outre, plutôt que de concentrer tous nos efforts sur la réduction de nos émissions de CO₂, il serait plus opportun de mettre en œuvre des solutions tout à la fois simples, bon marché et d'effet immédiat, telles que de peindre les immeubles et une partie des chaussées avec des couleurs claires (celles-ci réfléchissant le rayonnement solaire), de planter davantage d'arbres et d'augmenter la surface des jardins publics – mesures qui permettraient de réduire l'effet d'« îlot de chaleur urbain », donc de faire baisser considérablement les températures dans ces villes. Cela aurait en outre la vertu de réduire le recours, coûteux et polluant, à la climatisation.

S'adapter plutôt que prévenir

L'auteur multiplie ainsi les exemples. La montée du niveau des mers, comprise, selon le Giec, entre 18 et 59 cm ? Celle-ci devrait être très progressive, de sorte qu'il nous sera loisible de construire des aménagements et des protections le long des côtes, pour un coût que l'auteur estime à 0,1 % du PIB de la plupart des pays concernés².

Le changement climatique provoquera davantage d'inondations ? L'enrichissement collectif, et en particulier celui des personnes concernées, qu'il est rationnel d'anticiper tout au long du XXI^e siècle, permettra de réduire de 100 à 1 l'impact de ces phénomènes.

Les ouragans deviendront peut-être plus fréquents et plus puissants ? Des habitations plus solides, des infrastructures de meilleure qualité et des procédures d'évacuation plus sophistiquées réduiront les dommages et le nombre de victimes.

La hausse des températures pourrait accélérer le développement et la répartition géographique du paludisme ? La maladie sera endiguée puis éradiquée, comme elle le fut en Europe et aux États-Unis au cours des cent cinquante dernières années, non par réduction des rejets de CO₂, mais grâce à l'amélioration de la nutrition, à un accès généralisé aux traitements (quinine) et à la prévention (moustiquaires, produits répulsifs...), ainsi qu'au phénomène d'urbanisation.

Notre vulnérabilité, en somme, résulterait bien davantage de situations de pauvreté, d'insuffisances techniques ou de politiques publiques lacunaires ou inadaptées que des conséquences mêmes du réchauffement climatique.

Hierarchiser nos priorités et reconsidérer nos arbitrages intertemporels

Nos ressources financières sont limitées, insiste Lomborg, et les sommes qui seront engagées pour respecter les limitations d'émissions prévues par le protocole de Kyoto ne pourront évidemment pas être investies ailleurs, en particulier là où les besoins sont le plus criants et le plus immédiats.

2. Il n'en irait pas de même, reconnaît-il, pour la Micronésie, qui devrait consacrer 7,4 % de son PIB à la construction de protections.

LE PROTOCOLE
DE KYOTO NE SERAIT
PAS SEULEMENT
D'UNE PIÈTRE
EFFICACITÉ MAIS
IL DÉTOURNERAIT
NOTRE ATTENTION
ET NOS RESSOURCES
DES AUTRES DÉFIS
QUI SE PRÉSENTENT
À NOUS.

Ainsi, le protocole de Kyoto – dont il évalue le coût de la mise en œuvre à 180 milliards de dollars par an – ne serait pas seulement d'une piètre efficacité pour lutter contre le changement climatique, mais il détournerait notre attention et nos ressources des autres défis qui se présentent à nous.

Dès lors, il s'agit de ne plus se focaliser sur le seul problème du réchauffement mais de mettre en concurrence l'ensemble des problèmes auxquels l'humanité se trouve confrontée, afin de déterminer comment, avec les ressources dont nous disposons, il nous est possible d'accroître, de la manière la plus efficace possible, le bien-être de la planète et, prioritairement, celui des pays en développement.

C'est à cette fin que l'auteur a créé le Centre du consensus de Copenhague, qui a rassemblé, en 2004 et en 2008, des économistes de réputation internationale³ s'efforçant de hiérarchiser, par une analyse coût-bénéfice systématique, les différentes politiques qu'il conviendrait de mener. Il ressort de l'exercice que, sur trente actions à mettre en œuvre, la réduction des rejets de CO₂ apparaît comme la moins utile⁴.

Aussi conviendrait-il de reconsidérer l'arbitrage intertemporel qui est au cœur de nos politiques de lutte contre le changement climatique et qui, selon l'auteur, conduit à consacrer des sommes excessives au regard de nos ressources et de nos problèmes, pour améliorer faiblement le bien-être de nos descendants, dont la richesse et les connaissances scientifiques et techniques leur permettront de faire face plus aisément au réchauffement climatique.

3. En 2008, les économistes qui ont participé à l'« exercice » étaient : Jagdish Bhagwati (université de Columbia), François Bourguignon (directeur de l'École d'économie de Paris), Finn E. Kydland (Prix Nobel - université de Californie), Robert Mundell (Prix Nobel - université de Columbia), Douglass North (Prix Nobel - université de Washington), Thomas Schelling (Prix Nobel - université du Maryland) et Nancy Stokey (université de Chicago).

4. Parmi les actions les plus efficaces - permettant, donc, d'accroître le plus le bien-être global au moindre coût -, on trouve des propositions aussi diverses que : fournir aux enfants des pays pauvres des suppléments en micronutriments (vitamine A et zinc), libéraliser le commerce international, améliorer le taux de scolarisation féminine, prévenir et traiter le paludisme et le sida...

Taxer et investir

Lomborg propose donc, à la suite de Nordhaus et Boyer, de taxer faiblement les émissions de CO₂ – 2 à 3 dollars la tonne pour commencer, ce montant étant appelé à progresser lentement pour atteindre environ 20 dollars à la fin du XXI^e siècle. Très modeste, cette taxe carbone, la seule qui soit optimale aux yeux de l’auteur, pourrait, en raison même de cette faiblesse, être plus facilement acceptée par les pays en développement. Il ne faut toutefois en attendre qu’une réduction peu significative de nos rejets : – 5 % aujourd’hui et – 10 % vers 2100, la hausse des températures passant ainsi, à cette date, de + 2,53°C à + 2,44°C... Ce n’est donc pas de cette façon, Lomborg en convient, que l’on parviendra à relever le défi du réchauffement climatique...

Considérant dès lors que, à long terme, le processus ne peut être limité que par une transition énergétique qui permettrait à nos économies de se passer des énergies fossiles, la meilleure solution réside, selon lui, dans la conclusion d’un accord international aux termes duquel chaque État s’engagerait à consacrer 0,05 % de son PIB à la recherche-développement sur les technologies permettant de réduire les émissions de CO₂. Ce dispositif, qui permettrait de multiplier par 10 les sommes investies par la recherche publique en ce domaine, aurait un coût global de 25 milliards de dollars par an, les pays riches participant mécaniquement davantage à l’effort consenti. En outre, sept fois moins cher, selon ses calculs, que la mise en œuvre du protocole de Kyoto, un investissement aussi massif dans la recherche ne manquerait pas, en toute logique, de produire des externalités positives importantes.

Incertitudes

Si la perspective adoptée par l’auteur paraît séduisante, son raisonnement n’en comporte pas moins quelques faiblesses ou certains partis pris discutables. Lomborg fait en effet le choix d’appréhender le changement climatique sous le seul angle du calcul économique. Celui-ci suppose, pour être fiable, que les coûts des émissions de CO₂ soient connus de manière raisonnablement précise. Or, en raison de la complexité du phénomène, de l’état de nos connaissances et de la longueur de l’horizon de temps dans lequel il s’inscrit, de nombreuses incertitudes entourent le processus. Celles-ci portent tout à la fois sur la hausse des températures qui sera effectivement enregistrée au cours du siècle prochain (et des suivants), sur la gravité et la réversibilité de leurs conséquences aussi bien que sur les progrès de la climatologie et l’évolution – démographique, économique, technique – de nos sociétés.

Parce qu'il tient peu compte de l'incertitude, les « surprises » climatiques⁵ – certes hautement improbables, du moins au cours des cent prochaines années – ne sont pas véritablement envisagées⁶ dans l'analyse de Lomborg. Ce qui le conduit logiquement à négliger la possible irréversibilité (et le coût exorbitant) de certains phénomènes qui pourraient résulter de niveaux d'émissions excessifs.

Parce qu'il tient peu compte de l'incertitude, il ne retient pas non plus de schéma de décision séquentielle⁷ permettant de réviser à court ou à moyen terme les choix opérés en fonction de l'évolution de nos connaissances.

Parce qu'il tient peu compte de l'incertitude, il choisit également, à la suite de Nordhaus, un taux d'actualisation de 4 % que certains jugent optimiste sur un tel horizon de temps et qui repose sur la double hypothèse que la croissance des siècles prochains sera comparable à celle des deux derniers et que la dégradation du capital environnemental de nos descendants résultant du changement climatique ne viendra pas atténuer, compenser ou dépasser l'accumulation prévisible de leur capital physique et humain.

Parce qu'il tient, enfin, peu compte de l'incertitude, il préconise, malgré une connaissance insuffisante des dommages causés par une tonne de CO₂, une taxation des émissions plutôt qu'un système de permis, ce qui signifie qu'il préfère déterminer le prix des rejets et laisser varier leurs quantités plutôt que de définir un plafond d'émissions et en laisser fluctuer le prix.

EN SOMME,
L'ANALYSE DE
LOMBORG
MÉCONNAÎT LE
PRINCIPE DE
PRÉCAUTION.

L'analyse de Lomborg méconnaît, en somme, volontairement ou par négligence, le principe de précaution.

Certains en concluent qu'il néglige, ce faisant, l'un des aspects essentiels de la question du réchauffement climatique et que, dès lors, ses thèses ne peuvent être prises au sérieux et sortent du champ du débat académique. Il n'est cependant pas interdit de considérer qu'il s'agit d'un parti pris légitime, optimiste, d'une certaine confiance dans l'avenir, dans la science et dans la capacité de l'homme à surmonter cette difficulté.

5. Il s'agit de phénomènes qui entraîneraient un bouleversement majeur du système climatique. On peut citer : la fonte de la calotte groenlandaise, l'arrêt de la circulation océanique thermohaline, l'évolution du stock de carbone des sols, etc.

6. Il évoque toutefois l'éventualité d'une interruption ou d'un ralentissement du Gulf Stream pour en rappeler la faible probabilité et en relativiser les conséquences.

7. Négligeant, donc, la notion de valeur d'option.

Parti pris, au demeurant, parfaitement acceptable, et dont il est, fort heureusement, loin d'avoir le monopole, mais qui devrait être plus clairement présenté comme tel.

Entre passion et morale

En outre, les passions que Lomborg inspire, les critiques ulcérées et parfois outrancières⁸ que suscitent ses travaux, ne résultent sans doute que partiellement des insuffisances de sa réflexion, mais traduisent également l'existence dans un domaine qui devrait être, entre tous, celui du seul débat scientifique, d'une forte dimension passionnelle et morale.

Sa démarche, quoi qu'on en pense, nous rappelle une évidence trop souvent oubliée ou occultée : lutter contre le changement climatique ne doit pas être une fin en soi mais simplement un moyen de préserver ou d'accroître le bien-être global de l'humanité. Or, évoquant quelques-unes des solutions offertes par la géo-ingénierie⁹, Lomborg remarque que les réticences qu'elles suscitent traduisent une volonté, peut-être doloriste, sans doute irrationnelle, de s'en tenir à la seule réduction de nos émissions.

De fait, les arguments développés, les images utilisées et les politiques mises en œuvre pour lutter contre le réchauffement inclinent parfois à penser que la puissance nouvelle de l'agir humain, désormais susceptible de modifier le climat, apparaît à certains comme une forme d'*hybris* – que l'on songe à l'image, centrale dans la mythologie environnementaliste, des apprentis sorciers – et qu'il conviendrait de conjurer cette *Némésis* matérielle, mécanique, que constitue le réchauffement climatique en réduisant à tout prix et douloureusement nos émissions de CO₂.

Le livre et son auteur

Bjørn Lomborg : *Cool it, The Skeptical Environmentalist's Guide to Global Warming*, Coédition Cyan-Marshall Cavendish, 2007, 368 pages.

8. Ainsi, le président du Giec, Rajendra Pachauri, n'hésite pas à comparer le raisonnement de Lomborg à celui de... Hitler !

9. La géo-ingénierie vise à manipuler délibérément le climat. Parmi les nombreuses solutions imaginées, Lomborg évoque notamment la possibilité de pulvériser des particules d'eau salée dans l'atmosphère afin d'augmenter la condensation des gouttes d'eau des nuages, ce qui accroîtrait leur pouvoir réfléchissant, ou encore la fertilisation de l'océan Pacifique avec du fer pour développer des masses des planctons capables d'absorber le CO₂.